

**Feuilles de signatures à l'intérieur :
Soutenez l'initiative populaire « Pour
une démocratie sûre et digne de
confiance » ! Page 4**



Avril 2019



Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

*Roger Köppel sur
les véritables
intentions des
soi-disant sauveurs
du climat*

Page 8



Page 12

*L'EU veut nous
imposer des pres-
tations sociales
plus élevées*

 Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

SPECIMEN

Bulletin de vote pour la votation populaire du 19 mai 2019

Acceptez-vous l'arrêté fédéral du 28 septembre 2018 portant approbation et mise en œuvre de l'échange de notes entre la Suisse et l'UE concernant la reprise de la directive (UE) 2017/853 modifiant la directive de l'UE sur les armes (Développement de l'acquis de Schengen) ?

Réponse

NON

*Très belle ambiance
lors de l'assemblée des
délégués à Amriswil (TG)*

Pages 14 - 15

Bulletin de vote pour la votation populaire du 19 mai 2019

Acceptez-vous la loi fédérale du 28 septembre 2018 relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA) ?

Réponse

LIBERTÉ DE VOTE

*Les décisions de l'UDC Suisse pour
la votation du 19 mai 2019*

Pages
6 - 7



Chère famille UDC,

Chères sympathisantes et sympathisants UDC,

Il ne reste même pas 200 jours jusqu'aux élections fédérales du 20 octobre. Dans l'intérêt du pays, nous avons pour mandat d'expliquer clairement aux Suissesses et aux Suisses pourquoi l'UDC est le parti qui défend

résolument la prospérité, l'indépendance et la liberté de la Suisse.

- Celui qui ne veut pas d'une Suisse à 10 millions d'habitants, qui veut limiter l'immigration, qui ne veut pas qu'il y ait plus d'enfants de langue étrangère dans les écoles, pour qui la part des immigrants qui ne peuvent être intégrés et qui bénéficient de l'aide sociale (près de 50 pour cent) est trop élevée, celui-là vote UDC.

- Celui qui veut une Suisse libre et indépendante, où ce sont les citoyennes et les citoyens qui décident démocratiquement et non pas l'UE et des juges étrangers, celui-là vote UDC.

- Celui qui ne veut pas que chaque requérant d'asile touche la même aide sociale que celle octroyée à un Suisse de 55 ans qui a cotisé toute sa vie, avec en prime un appartement, des cours

de langue, le dentiste et une assurance maladie gratuite, celui-là vote UDC.

- Celui qui ne veut pas que l'Etat dorlote des criminels en détention avec des thérapies et un programme wellness incroyablement chers, celui-là vote UDC.

- Celui qui préfère que les milliards de francs destinés à des projets d'aide au développement discutables, des programmes de soutien européens aux montants excessifs, à la bureaucratie de l'ONU et de l'UE, soient utilisés pour les Suissesses et les Suisses, celui-là vote UDC.

- Celui qui veut protéger l'environnement par de nouvelles innovations et la recherche, et non pas via une interdiction idéologique des chauffages au mazout et des moteurs à combustion ainsi que par des taxes

Elections cantonales 2015-2019: participation, force des partis et

	Année électorale	Participation			UDC			PLR			PDC		
		Elections actuelle	en %	% EP	Variation en PTS	en %	% EP	Variation en PTS	en %	% EP	Variation en PTS	en %	% EP
Zürich	2019	36,0	32,7	+ 3,4	24,5	30,0	- 5,6	15,7	17,3	- 1,7	4,3	4,9	- 0,6
Neuchâtel	2017	33,4	30,8	+ 2,7	11,5	16,9	- 5,4	33,4	28,7	+ 4,7	2,7	2,7	- 0,0
Lucerne	2019	41,5	38,7	+ 2,7	19,6	24,1	- 4,5	19,6	21,0	- 1,5	27,5	30,9	- 3,3
Bâle-Campagne	2019	33,9	33,8	+ 0,1	22,7	26,7	- 4,1	17,0	19,0	- 2,0	9,3	9,6	- 0,3
Appenzell Rh. Ext.	2019	35,9	36,1	- 0,3	12,2	16,3	- 4,1	36,7	35,5	+ 1,2	4,4	6,0	- 1,6
Glaris	2018	29,5	32,3	- 2,8	25,3	28,8	- 3,5	18,4	19,5	- 1,1	9,4	8,9	+ 0,5
Nidwald	2018	54,9	49,9	+ 5,0	25,9	29,1	- 3,2	28,0	24,2	+ 3,8	26,8	29,1	- 2,3
Genève	2018	37,7	40,5	- 2,8	7,3	10,3	- 3,0	25,2	22,4	+ 2,8	10,7	10,6	+ 0,1
Berne	2018	30,5	32,1	- 1,6	26,8	29,0	- 2,2	11,7	10,7	+ 1,1	0,4 M	0,8	-
Zug	2018	43,5	42,9	+ 0,5	22,4	23,6	- 1,3	20,9	22,1	- 1,2	25,6	26,8	- 1,2
Vaud	2017	38,9	40,6	- 1,7	15,8	17,1	- 1,2	33,1	24,2	+ 8,9	M	M	(°)
Schwytz	2016	37,7	45,1	- 7,4	33,1	34,0	- 0,9	21,6	22,8	- 1,2	27,2	29,1	- 1,9
Wallis	2017	57,5	67,0	- 9,5	16,4	17,2	- 0,8	20,2	21,6	- 1,4	41,7	43,8	- 2,1
Basel-Stadt	2016	41,7	41,6	+ 0,0	14,3	15,0	- 0,7	9,2	11,1	- 1,9	5,9	7,3	- 1,5
Uri	2016	62,0	49,2	+ 12,8	24,1	24,6	- 0,6	26,9	20,3	+ 6,6	31,3	36,6	- 5,3
Soleure	2017	35,3	43,3	- 7,9	19,7	20,2	- 0,4	24,6	24,8	- 0,2	18,9	18,4	+ 0,6
Argovie	2016	32,8	31,9	+ 0,9	31,9	32,0	- 0,1	16,0	15,4	+ 0,6	12,1	13,3	- 1,2
Obwald	2018	53,8	46,2	+ 7,6	24,5	24,5	+ 0,1	17,2	17,0	+ 0,2	29,8	32,1	- 2,3
Fribourg	2016	39,3	43,4	- 4,1	19,7	18,6	+ 1,1	18,2	15,3	+ 2,9	23,7	26,6	- 2,9
Schaffhouse	2016	53,9	54,0	- 0,1	35,1	33,6	+ 1,5	15,5	18,3	- 2,7	3,7	4,9	- 1,2
Tessin	2019	59,3	62,3	- 2,9	6,1 M	4,3 M	+ 1,8	25,3	26,7	- 1,4	17,6	18,6	- 1,0
Thurgovie	2016	30,4	30,8	- 0,4	32,6	30,5	+ 2,1	15,6	14,2	+ 1,4	13,4	14,2	- 0,8
Saint-Gall	2016	45,3	37,6	+ 7,7	29,5	25,4	+ 4,2	20,3	18,4	+ 1,9	18,4 M	20,1 M	-
Jura	oct.15	50,6	48,9	+ 1,7	8,5 M	6,4 M	+	15,4	14,5	+ 0,9	26,8	28,9	- 2,1
Appenzell Rh. Int.	2015										
Grisons (Majoritaire)	2018										

Source : OFS, M = Listes Mixtes

Nombre d'élections gagnées / perdues

7/-17

+13/-11

+3/-20

élevées sur les prix de l'essence et du mazout, celui-là vote UDC.

Comment expliquer ces pertes?

Depuis les dernières élections fédérales de 2015, des élections législatives ont eu lieu dans tous les cantons sauf au Tessin. Il s'agit maintenant de faire le point. Disons d'emblée que la situation n'est pas très reluisante. Nous n'avons en effet pas réussi à convaincre les citoyens de voter en fonction des préoccupations susmentionnées. A part dans les cantons de Saint-Gall, de Thurgovie, du Jura, de Schaffhouse, de Fribourg et d'Obwald, l'UDC figure parmi les perdants. L'ampleur des pertes varie de - 5,6 pour cent dans le canton de Zurich à - 0,1 pour cent en Argovie. (voir le ta-

bleau ci-dessous).

- Le langage clair et même la lutte avec l'adversaire politique ont été délaissés dans nombre de cantons, voire parfois au niveau national également. S'adapter est plus facile que résister.

- L'économie est en plein essor, les gens qui vont bien en Suisse sont nombreux et beaucoup ne sont pas allés voter.

- L'élite politique à Berne a montré comment elle contournait les changements de la Constitution décidés par le peuple, comme par exemple pour l'expulsion des étrangers criminels ou encore l'immigration de masse. Ignorer, enjoliver, masquer avec des programmes d'intégration onéreux. Voilà qui ne manque pas de

décourager nombre d'électeurs UDC.

- Le battage autour du changement climatique repose sur des causes bien réelles: tous ont vécu un été chaud et sec, tous entendent dire qu'il y a moins de poissons dans nos eaux ou encore moins d'insectes dans la nature.

- Le travail partisan exige une rigueur, un engagement, du personnel et une planification des ressources à tous les niveaux. En maints endroits, ces points n'ont parfois pas été considérés comme il aurait fallu.

Que faut-il faire?

- La campagne des élections fédérales doit être menée à tous les niveaux et considérée comme une lutte pour la Suisse et contre les pro-UE de gauche et les profiteurs de l'Etat.

- Les élections fédérales sont l'occasion de faire des choix décisifs pour une Suisse indépendante. Seule l'UDC continuera à s'engager résolument dans ce but, et ce, également après les élections.

- Nous sommes tous porteurs du message que l'engagement pour la Suisse en vaut la peine. Nous devons convaincre les gens de se rendre aux urnes pour l'UDC. Ce n'est qu'ainsi que nos enfants et petits-enfants pourront encore vivre dans un pays libre où ils pourront décider par eux-mêmes des règles et des lois qu'ils souhaitent se donner.

Je vous remercie d'ores et déjà de votre engagement. Nous sommes prêts pour ce combat – nous espérons que vous l'êtes tous également – et nous nous réjouissons de défendre ensemble les valeurs éprouvées de la Suisse.

Albert Rösti

Conseiller national Albert Rösti
Président de l'UDC Suisse

changement par rapport à la période précédente

PS			PVL			PBD			PES		
en %	% EP	Variation en PTS	en %	% EP	Variation en PTS	en %	% EP	Variation en PTS	en %	% EP	Variation en PTS
19,3	19,7	- 0,4	12,9	7,6	+ 5,3	1,5	2,6	- 1,1	11,9	7,2	+ 4,7
23,6	26,5	- 2,9	4,4	4,8	- 0,5		0,8	- 0,8	14,9	11,2	+ 3,7
13,8	11,8	+ 2,0	6,5	4,3	+ 2,2	0,3	0,9	- 0,6	11,7	6,7	+ 5,0
22,8	22,0	+ 0,8	4,5	4,4	+ 0,1	1,5	3,3	- 1,8	15,2	9,6	+ 5,6
14,7	11,5	+ 3,2									
12,8	11,5	+ 1,3	6,0	3,9	+ 2,0	14,1	15,8	- 1,7	12,4	11,4	+ 1,0
4,5	4,8	- 0,3							13,4	12,8	+ 0,6
15,3	14,3	+ 1,0	1,6	3,1	- 1,5	0,5	0,6	- 0,0	13,2	9,2	+ 4,0
22,3	19,1	+ 3,2	6,9	6,7	+ 0,2	9,0	11,2	- 2,2	9,8 M	10,1	-
11,8	9,3	+ 2,6	5,3	5,0	+ 0,3				9,6 M	8,4 M	+
23,4	24,6 M	-	2,2 M	0,8 M	+	M	0,0 M		13,8	12,6	+ 1,2
8,3 M	10,8 M	-	2,5		+ 2,5		0,0		M	M	(°)
3,3 M	4,8 M	-							6,7 M	3,2 M	+
32,5	30,7	+ 1,8	4,3	5,0	- 0,7	M	1,1		13,4	11,8	+ 1,6
2,8 M	M	(°)							M	M	(°)
19,9 M	19,1	+	4,2	5,3	- 1,1	2,2	2,9	- 0,7	6,1 M	7,7	-
18,9	15,2	+ 3,7	5,3	5,5	- 0,2	2,7	4,4	- 1,7	7,1	7,4	- 0,3
15,1	12,8	+ 2,3									
23,6	24,3	- 0,7	1,9 M	2,9 M	-	0,2	1,7	- 1,5	3,4 M	3,7	-
22,8	22,6	+ 0,2	5,7		+ 5,7				3,9	7,4	- 3,5
13,7	14,6	- 0,9	1,0	0,4	+ 0,6				6,3	6,0	+ 0,2
13,1	13,4	- 0,3	5,2	5,9	- 0,7	3,1	4,8	- 1,7	7,4	7,7	- 0,3
12,3 M	15,1 M	-	2,4 M	4,4 M	-	1,1 M	2,4 M	-	4,7 M	5,8 M	-
20,0	21,2	- 1,1							7,7	8,3	- 0,6

11/-10

10/-8

-12

12/-8

Pour une démocratie sûre !

Les systèmes de vote électronique d'aujourd'hui sont coûteux et susceptibles d'être manipulés. Ce dernier met en danger notre démocratie : les pirates informatiques pourraient influencer les élections et les votes. Parce que les projets promus par le gouvernement fédéral n'apportent aucun bénéfice : Signez l'initiative populaire « Pour une démocratie sûre et digne de confiance. »

Il y a environ deux ans, la Chancellerie fédérale a annoncé son intention d'introduire le vote électronique dans 18 cantons d'ici les élections fédérales de 2019. Lorsque j'ai demandé quand l'adaptation législative nécessaire serait présentée au Parlement, on m'a répondu que ce serait en 2020 ou 2021, et que l'administration voulait généraliser le vote électronique sous le couvert juridique des tests de fonctionnement. Mais une décision aussi importante doit avoir l'assentiment de la population. C'est pourquoi j'ai lancé le 16 mars, en collaboration avec un comité élargi, l'initiative populaire « Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique) ».

Des manipulations à grande échelle sont possibles

Les systèmes actuels de vote électronique sont peu sûrs, coûteux et susceptibles d'être manipulés. Seuls quelques experts en informatique savent si les élections et les votations sont comptées correctement. Le vote électronique est, aujourd'hui, plus compliqué et plus coûteux que le vote par correspondance. Les projets encouragés par la Confédération ne présentent donc aucun avantage. Cela étant, le vote électronique fait de nos élections et de nos votations une cible intéressante pour les pirates informatiques. Les acteurs étatiques et non étatiques peuvent en effet très bien pénétrer ces systèmes et influen-

cer ainsi les élections et les votations dans le sens qui leur convient. Voilà qui ne manquerait pas de détruire irrémédiablement la confiance dans notre démocratie. Cette possibilité de manipulation a conduit des pays comme la Norvège, la Finlande, l'Angleterre, la France et l'Allemagne à ne pas introduire, voire même à interdire le vote électronique. Nous demandons également que ce projet soit stoppé en Suisse.

Les experts et les praticiens sont contre le vote électronique

Le système de vote électronique de La Poste a récemment fait l'objet d'un « stress test » public. Des experts en nouvelles technologies, de renommée nationale et internationale, ont constaté de sérieuses lacunes au niveau de la sécurité. Sollicité, le chancelier fédéral a également confirmé lors de la session des Chambres de printemps que les exigences de sécurité pour une introduction du vote électronique ne sont pas remplies. Il n'est donc pas surprenant que, suite à ces révélations, La Poste ait annoncé le 29 mars qu'elle mettrait fin à ses activités dans le domaine du vote électronique. Notre démocratie ne doit en effet pas être exposée à une expérience aussi dangereuse. Il convient de noter que ce sont surtout les professionnels du domaine, voire des pirates informatiques eux-mêmes, mais aussi des personnes plutôt jeunes

qui sont les critiques les plus virulentes du vote électronique. Les jeunes des partis, de gauche comme de droite, soutiennent notre initiative. Peut-être seront-ils mieux à même d'évaluer les dangers et les risques que les fonctionnaires et les politiciens qui nourrissent une confiance aveugle dans le progrès. Nous ne sommes pas du tout contre ces technologies a priori. Mais si l'on entend garantir la sécurité du vote électronique, il faut remplir certaines conditions préalables, conditions qui sont précisément définies dans notre initiative concernant le moratoire sur le vote électronique. Le vote électronique n'est pas l'e-banking. Progrès, sécurité, fiabilité et traçabilité des votations et des élections doivent aller de pair. La confiance et l'acceptation dans notre démocratie doivent avoir la priorité absolue. La sécurité avant la vitesse !

Signez vous aussi l'initiative populaire « Pour une démocratie sûre et fiable (moratoire sur le vote électronique) », afin que notre démocratie directe reste protégée des manipulations. Vous pourrez obtenir d'autres feuilles de signatures et de plus amples informations sur le site www.e-voting-moratorium.ch

Conseiller national
Franz Grüter
Lucerne (LU)



Directive UE sur les armes: une loi contre les tireurs sportifs et non contre les terroristes

Cette nouvelle loi ne pourra pas empêcher les attaques terroristes. Mais elle touche en plein les tireurs. Le 19 mai, il faut donc refuser la directive européenne sur les armes.

Communauté d'intérêts du tir suisse
Diktat-UE-Non.ch

NON
le 19 mai



Inique
Liberticide
Inutile
Dangereux
Antisuisse

Pour Isabel Villalon, ingénieure et chroniqueuse, c'est clair:

Stop au diktat de l'UE qui nous désarme

Avec la directive de l'UE sur les armes, nos armes d'ordonnance, les fusils d'assaut 90 et 57, seront attribués à la catégorie des «armes interdites». Ceci aurait pour effet que l'acquisition d'un fusil d'assaut 90 ou 57 nécessiterait une autorisation cantonale ainsi qu'une preuve du besoin. De plus, le propriétaire d'une telle arme devrait la faire réenregistrer dans un délai de trois ans. Si ces conditions ne sont pas remplies, l'arme est saisie. Qui plus est, lorsque le canton refuse pour une raison quelconque d'accorder une autorisation exceptionnelle, ce cas est



«La directive de l'UE sur les armes n'est pas seulement un tigre de papier bureaucratique, mais aussi et surtout une attaque insidieuse contre l'ADN suisse.»

David Zuberbühler

enregistré dans le système d'information de Schengen. Concrètement, cette loi impliquerait plus de dépenses, plus de bureaucratie et criminaliserait ou



«Le projet ne vise pas plus mais moins de sécurité, parce que les policiers devraient passer encore plus de temps dans leur bureau, au lieu d'être dehors à veiller à la sécurité de notre population.» Andrea Geissbühler

exproprierait les propriétaires d'armes à feu légaux.

La tradition libérale des armes que connaît la Suisse est détruite par les bureaucrates de l'UE.

Moins de sécurité

Les commandants des polices cantonales et une partie des cantons se défendent contre ce projet. Non parce qu'ils sont contre la lutte antiterroriste, mais parce qu'ils remarquent que ce projet est une nouvelle lourdeur bureaucratique typique de l'UE. Les agents de police devront à l'avenir vérifier et remplir encore plus de formulaires au lieu d'être présents dans la rue pour veiller à la sécurité de la

population. En clair, la directive sur les armes réduit la sécurité publique au lieu de l'augmenter. D'ailleurs, les actes terroristes ne sont quasiment jamais perpétrés avec des armes enregistrées – dans la mesure où ils sont commis avec des armes à feu.

Cette nouvelle loi ne découragera pas un seul terroriste, mais elle frappe les citoyennes et citoyens honnêtes. Empêcher des crimes commis avec des armes illégales en interdisant des armes légales – quel non sens !

C'est d'abord à cause des frontières ouvertes de l'espace Schengen que des terroristes munis d'armes illégales peuvent voyager librement à travers l'Europe. Voilà la réalité, mais l'UE refuse de l'admettre.

En refusant la directive sur les armes, le peuple suisse peut envoyer un signal fort à Bruxelles: nous discutons volontiers de mesures raisonnables, mais nous n'admettons pas que notre liberté soit restreinte par une bureaucratie insensée. Respectez enfin notre souveraineté et notre tradition des armes ancienne de plusieurs siècles ! NON à la directive UE sur les armes.

«La loi n'empêche pas les attaques, car les terroristes n'utilisent pas des armes enregistrées. Mais grâce aux frontières ouvertes de l'espace Schengen, ils peuvent voyager dans toute l'Europe avec des armes illégales. L'UE devrait se pencher sur cette question.» Jean-François Rime



Le Conseil fédéral doit maintenant agir !

Les délégués de l'UDC se sont prononcés contre l'accord institutionnel avec l'UE à Amriswil (TG) le 30 mars. Le traité d'assujettissement sape la démocratie directe, ne tient pas compte de l'indépendance de la Suisse et met en danger notre bien-être. Les délégués ont adopté à l'unanimité une liste de revendications à l'attention du Conseil fédéral.



Les délégués UDC exigent un renforcement de la place économique suisse, moins de bureaucratie et moins d'impôts.

- 1 L'UDC soutient les relations bilatérales avec l'UE à condition que les accords bilatéraux soient conclus avec l'assentiment et dans l'intérêt des deux parties.
- 2 L'UDC insiste sur le processus législatif suisse et refuse, dans l'intérêt de la sécurité du droit, une reprise dynamique du droit de l'UE.
- 3 Le Conseil fédéral n'a pas le droit de signer des accords qui, en opposition avec la Constitution, admettent des juges étrangers, en l'occurrence la Cour de justice de l'UE.
- 4 L'interdiction des aides publiques imposée par l'UE concerne toutes les actions des cantons, des communes et de la Confédération. Elle mine totalement le fédéralisme ainsi que l'autonomie cantonale et communale. Notre droit fiscal fédéraliste et démocratiquement légitimé est également menacé à tous les niveaux de la hiérarchie étatique. Cette interdiction ne peut donc en aucun cas faire partie d'un accord avec l'UE.
- 5 L'UDC s'oppose au fonds de cohésion à l'UE.
- 6 Parti de la classe moyenne, l'UDC refuse une extension de la libre circulation des personnes et la reprise de la directive sur la citoyenneté européenne. L'accès aux assurances sociales suisses en serait facilité, la classe moyenne subirait des charges financières exorbitantes et l'expulsion des criminels étrangers serait impossible.
- 7 L'UDC s'oppose aux clauses de la guillotine.

- 8 La subordination indirecte de l'accord de libre-échange de 1972 à l'accord-cadre doit être exclue.
- 9 Le Conseil fédéral doit développer des mesures indépendantes comme il l'a fait en réponse au refus de l'UE de reconnaître définitivement l'équivalence boursière de la Suisse.
- 10 Le peuple suisse exige une gestion autonome de l'immigration. Il a donc approuvé le 9 février 2014 un article constitutionnel sur la gestion de l'immigration. L'UDC exige que cette disposition soit enfin appliquée.
- 11 Le peuple suisse exige l'expulsion des étrangers criminels. Il a donc approuvé le 28 novembre 2010 un article constitutionnel stipulant que les délinquants étrangers condamnés définitivement doivent être expulsés. Cette règle doit aussi s'appliquer aux ressortissants UE.
- 12 L'UDC invite le Conseil fédéral à présenter un programme réduisant la bureaucratie ainsi que les impôts, taxes et redevances en Suisse (programme de revitalisation) afin que la Suisse soit en forme pour affronter l'avenir.
- 13 L'UDC soutient la politique économique suisse qui a fait la preuve de son efficacité. Grâce à sa neutralité et à son Etat de droit respecté dans le monde entier, la Suisse réussit à entretenir avec tous les pays des relations amicales et dans l'intérêt de toutes les parties.



«La loi de l'UE sur les armes n'empêchera pas les attaques» Jean-François Rime (CN, FR)

En tout 550 délégués et invités ont pris part à l'assemblée des délégués à Amriswil (TG)

Votation du 19 mai: les délégués proposent la liberté de vote et un non franc et massif

Le résultat est on ne peut plus clair: après une discussion nourrie, **les délégués de l'UDC ont adopté le 30 mars par 375 voix pour et une abstention la consigne de vote concernant les armes, à savoir «pas de nouvelle directive européenne sur les armes».**

Pour ce qui est de **la loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA)**, qui sera également soumise au vote le 19 mai,

ils ont accordé la liberté de vote par 289 voix contre 60 et une abstention. Le paquet de réformes fiscales AVS (STAF), **que les autres partis du Conseil des Etats ont préparé en catimini et en excluant l'UDC**, a été critiqué dès le début par notre groupe parlementaire. Combiner ainsi deux projets qui n'ont rien à voir ne permet pas que l'on se prononce à bon escient. C'est la raison pour laquelle il y a maintenant au sein de l'UDC également de nombreuses bonnes raisons

de rejeter et/ou d'adopter la RFFA. **Les délégués de l'UDC ont donc décidé de voter en faveur de cette réforme, après en avoir débattu longuement et pesé tous les avantages et inconvénients.** La responsabilité de ce paquet incombe indubitablement aux autres partis du gouvernement. L'UDC Suisse ne participera pas à la campagne de votation. Cela étant, les membres du parti qui souhaitent s'engager peuvent faire campagne pour ou contre ce projet.



Roger Köppel: « Nous ne sommes pas contre une nature préservée, mais contre les profiteurs du climat. »

L'UDC n'a rien contre la protection de l'environnement !

Contrairement à ce que prétendent les médias, l'UDC n'a rien contre la protection du climat. Le conseiller national Roger Köppel a écarté ces préjugés lors de l'assemblée des délégués à Amriswil et a répondu à la question la plus importante qui peut se poser dans un Etat.

Aujourd'hui encore, de nombreux journalistes m'ont assiégé et mitraillé de questions comme de petits bourreaux de l'Inquisition, qui veulent savoir pourquoi je suis « si farouchement contre la protection de l'environnement et contre la politique climatique » et pourquoi l'UDC l'est également. Pourquoi n'avons-nous aucune recette dans ces domaines et pourquoi ne prenons-nous pas cette question au sérieux ?

Chers journalistes, vous vous trompez une fois de plus du tout au tout. Mais je vais vous rassurer ! L'UDC n'a rien contre la protection de l'environnement et la pureté de l'air. Nous ne sommes pas contre non plus d'avoir une nature préservée. Bien au contraire. Seulement nous, l'UDC, sommes des praticiens de l'environnement et non des théoriciens de l'écologie ! Et notre logo reste également vert, même lorsqu'on le gratte. Tandis que chez tous les autres, la couleur rouge finit toujours par apparaître tôt ou tard ! En d'autres termes, nous

n'avons rien contre la préservation de nos ressources naturelles !

« Nous sommes contre les arnaqueurs du climat »

Cela étant, nous sommes en tant que bourgeois profondément convaincus de l'économie de marché et de l'importance de la responsabilité individuelle ; nous sommes donc contre une économie planifiée contrôlée par l'Etat en matière de politique climatique et environnementale, comme l'exigent nos opposants ! Nous sommes contre les pseudos recettes vertes, autrement dit rouge foncé, qui veulent détruire notre prospérité et qui ne se traduiront par aucun bénéfice pour l'environnement ou le climat. Nous sommes contre les profiteurs rouges et verts, contre les arnaqueurs du climat qui abusent des changements climatiques mondiaux pour se remplir les poches, et ce, à grande échelle. Nous sommes contre les milieux de gauche, qui prétendent être les sauveurs du climat et qui ne font en fin de compte que

de recycler leurs vieux programmes marxistes en décomposition pour les imposer de manière dictatoriale - et contre toute raison et expérience - le tout aux frais de notre classe moyenne et de notre commerce. Nous ne sommes pas non plus contre le climat, mais nous sommes contre le collecti-

« Nous ne nous moquons pas de ces jeunes qui croient et sont tenus de croire qu'ils font une bonne action. Mais nous sommes contre le fait que des enseignants rouge-vert utilisent nos enfants et nos étudiants pour des manifestations sur le climat pilotées à distance. »

visme climatique et environnemental de l'Etat que nos opposants veulent imposer aujourd'hui à la population de ce pays.

Un journaliste m'a demandé tout à l'heure pourquoi je me moquais des jeunes qui manifestent pour le climat. Fake news encore une fois. Nous ne nous moquons pas de ces jeunes qui

croient et sont tenus de croire qu'ils font une bonne action. Mais nous sommes contre le fait que des enseignants rouge-vert utilisent nos enfants et nos étudiants pour des manifestations sur le climat pilotées à distance.

Comprenez-moi bien : je trouve même bien que l'on ne se contente pas dans nos écoles de pratiquer le crochet ou faire du bricolage, mais que l'on traite également de sujets politiques chauds. Cela doit toutefois se faire, s'il vous plaît, dans la classe et avec la possibilité de débattre.

Je me mets d'ailleurs volontiers à disposition pour des débats en classe, par exemple contre le nouveau conseiller d'Etat zurichois qui vient d'être élu, Martin Neukom !

Mesdames et Messieurs, nous n'avons rien non plus contre le fait d'avoir de meilleures technologies, de meilleures machines ! Mais ce qui se passe aujourd'hui sous couvert d'une prétendue protection du climat, c'est, comme le disait un célèbre chercheur américain, le « suicide organisé

de la société industrielle ».

Lorsque les autres perdent la tête, c'est à l'UDC d'intervenir

Nous l'avons d'ailleurs déjà dit. Lisez la remarquable histoire de notre parti écrite par notre collègue Christoph Mörgeli. Il est étonnant de constater le courage et la force dont l'UDC a dû faire preuve dans les années 80 et 90 pour lutter contre l'esprit de l'époque, esprit largement marqué aux fers de l'idéologie rouge-verte. De voir aussi comment elle est restée inébranlable et ne s'est pas laissé séduire par l'approche rouge-verte en matière de politique environnementale.

Tout comme la soi-disant mort des forêts à l'époque, le changement climatique est utilisé aujourd'hui pour promouvoir l'insécurité, la panique et la destruction de toutes les valeurs éprouvées de notre société bourgeoise. A l'époque déjà, le parti faisait preuve de clairvoyance : en 1983, le président cantonal zurichois, un certain Christoph Blocher, appelait les Verts « un groupe absolutiste » qui voyait le monde comme un « paradis médiéval protégé ». C'est tout à fait ça !

Ou encore les milieux bourgeois qui, selon le Blocher de l'époque, s'étaient malheureusement fixés pour objectif « la douleur de la fin du monde comme concession politique ». Quand j'ai lu ça, j'ai soudain vu devant moi, grâce à Tommy Matter pour la photo, la présidente du parti libéral-radical Petra Gössi, oscillant d'un côté à l'autre.

Non, rien n'a changé. Si les autres perdent la tête, si les autres ne voient plus les valeurs fondamentales, c'est l'UDC qui intervient. Nous devons rester fermes, nous devons donner le cap et le sens. C'est précisément en période de confusion et de bouleversement émotionnel que l'UDC doit se demander ce qui est essentiel, ce qui est fondamental.

La principale question est : qui fait les lois ?

Et quelle est l'essence de la politique ? Quelle est la question la plus importante pour un État ? La question la plus importante est : qui fait les lois ? Qui définit les règles en Suisse ? Est-ce que ce sont toujours les Suissesses et les Suisses que nous sommes qui déterminent notre démo-



Il est bon que des thèmes politiques soient abordés dans les écoles mais dans les salles de classe



L'UE veut dicter – L'UDC se présente comme le seul parti contre la folie de l'asservissement institutionnel

cratie directe, unique en son genre ? Ou bien allons-nous déplacer le centre de décision politique à l'étranger, à Bruxelles ? Allons-nous baisser les bras face à l'UE et tomber sous le joug de la bureaucratie européenne ?

Voilà ce que signifie en substance l'accord-cadre institutionnel entre la Suisse et l'UE. Et cette question est beaucoup plus importante pour notre pays, et même écologiquement plus durable, que ce mouvement de sauvetage du climat pseudo-religieux.

Mesdames et Messieurs, n'allons pas imaginer que l'UE est intéressée à nouer des relations bilatérales basées sur le principe d'égalité avec la Suisse.

L'UE veut en effet quelque chose de complètement différent. Elle veut que la Suisse se soumette à l'Union européenne. Contrairement à nous, elle ne veut pas collaborer avec nous sur un même pied d'égalité. Elle exige que notre pays se soumette au droit européen, aux juges européens, aux sanctions européennes et aux guillotines européennes !

L'UE veut commander et dicter. Celles et ceux qui en doutent encore devraient lire la Frankfurter Allgemeine

Sonntagszeitung du week-end dernier. Cette dernière cite l'influent homme politique allemand Manfred Weber, membre de la CSU et futur successeur du président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker. Weber l'a dit visiblement sur un ton agacé, mais qui ne laisse planer aucun doute : il ne « tolérera plus » le « rôle spécial » de notre pays. S'opposer constamment à Bruxelles, tout en voulant profiter de tous les avantages : c'est terminé. Il s'agit maintenant de leur serrer la vis à ces « Suisses obstinés ». Après tout, M. Weber est honnête. Comme Peer Steinbrück et sa cavalerie à l'époque. Il dit au moins comment pense vraiment l'UE. Et le président de la Commission Juncker ? Un hypocrite. Il parle en effet hypocritement d'amitié concernant la Suisse ; mais l'UE est intéressée par quelque chose de très différent, elle veut asservir. Oui, l'UE veut nous asservir, et le fouet que Weber entend utiliser à cette fin contre ces Suisses obstinés, c'est justement le traité-cadre institutionnel de l'UE.

L'UDC est le seul parti à s'élever contre cette folie

Ici aussi, l'UDC est le seul parti à

s'opposer résolument à cette folie de la servitude institutionnelle. Fin mars, une grande coalition du PLR, du PS, du PDC, des Vert'libéraux et des Verts a signé une résolution, qui invite le Conseil fédéral à signer ce traité de vassalité avec l'UE. Le tout, bien évidemment, non pas avant, mais après les élections.

Mesdames et Messieurs, ce projet d'assujettissement institutionnel de la Suisse doit être combattu par tous, nous l'empêcherons, nous devons le faire échouer. Ne nous laissons pas bernier, ne laissons pas les médias nous embrouiller l'esprit. Sortons nos griffes face à nos adversaires. Révélon leurs véritables objectifs et intentions. Luttons résolument pour une Suisse forte, libre, prospère et sûre !

J'ai hâte de mener ce combat avec vous tous ! Je vous remercie !

Conseiller national
Roger Köppel
Zürich (ZH)



Contre la directive de l'UE sur les armes

La menace d'un durcissement de notre droit libéral sur les armes pèse sur nous, l'UE ayant décidé de faire de chaque détenteur d'arme un terroriste potentiel.

La menace d'un durcissement de notre droit libéral sur les armes pèse sur nous, l'UE ayant décidé de faire de chaque détenteur d'arme un terroriste potentiel. Vous connaissez les termes de la directive qu'on veut nous imposer, je ne vais pas m'appesantir sur les conséquences dramatiques que nous subirions en cas d'acceptation. J'aimerais plutôt évoquer plus largement le rapport qui unit la Suisse et les Suisses. On dit de notre pays qu'il est une Willensnation, né de la volonté de ses habitants. Pour illustrer cette idée, je vais prendre l'exemple de la montre

Au départ, il y a du métal dont on fait des rouages, des aiguilles, des ressorts. Ensuite, on place chaque pièce là où elle doit aller et à un moment donné, la magie opère, le métal inerte prend vie, la montre est née. Il en va ainsi de notre pays. Nous sommes toutes et tous les éléments constitutifs de la Suisse, les rouages d'une mécanique dont nous choisissons le destin grâce aux droits démocratiques que nous nous sommes octroyés. J'insiste sur ce point, nos droits découlent de la manière dont nous nous voyons en tant que citoyens suisses. Nous avons estimé, tout au long des siècles, que nous sommes dignes de confiance, que nous méritons la liberté dont nous faisons bon usage.

On le voit au niveau politique avec les droits dont nous disposons, certainement uniques au monde. Chacun, chacune peut lancer une initiative, contester une loi par un référendum, se prononcer quatre fois par année sur les sujets les plus divers. Cette liberté va de pair avec la responsabilité

puisque'il est essentiel que nous n'abusions pas de la première pour faire des choix erronés.

Il y a 7 ans à deux jours près, c'était le 11 mars 2012, la population et les cantons suisses ont refusé une initiative visant à octroyer 6 semaines de vacances à chaque travailleur. Cette décision a provoqué une vive stupéfaction chez nos voisins français qui se demandent toujours comment on peut refuser des vacances supplémentaires. Confiance et responsabilité, ce sont pour moi les deux faces de notre système politique. Nous sommes des hommes et des femmes libres et responsables à qui l'Etat fait confiance puisque nous en sommes les éléments constitutifs.

Notre droit libéral sur les armes est basé sur la confiance

Les Suisses sont très armés et très libres disait Machiavel. Malgré le grand nombre d'armes détenues dans notre pays, on ne déplore que rarement d'éventuelles dérives. C'est heureux. Il faut aussi relever que souvent, les armes impliquées dans des faits divers sont clandestines et ne seraient donc en rien touchées par la directive dont nous parlons.

Avec sa directive, Bruxelles entend changer fondamentalement notre rapport Etat-citoyens pour le calquer sur ce qui prévaut dans bien des pays européens. J'en reviens à la France qui nous donne une magnifique illustration de ce que j'évoque. Depuis plusieurs mois, chaque samedi, les gilets jaunes manifestent pour obtenir des droits qui nous sont naturels mais

qu'on leur refuse car le gouvernement ne leur fait pas confiance. La révolution française a montré que le peuple peut renverser le pouvoir, ce qui vaut au pouvoir de se méfier du peuple. La démocratie directe ne peut exister que si la confiance règne, et c'est loin d'être le cas chez nos voisins.

En Suisse, cependant, on imagine mal le peuple renverser le pouvoir puisqu'il le détient via notre structure politique.

C'est même le fondement de notre système de milice

Que ce soit en politique, à l'armée, chez les pompiers ou dans la vie associative. La collectivité fait confiance au citoyen et lui confie des responsabilités dont il doit être à la hauteur.

C'est bien là tout l'enjeu du 19 mai prochain. Au-delà de la question relative aux armes, c'est l'ensemble de notre philosophie politique qui est remise en question. En cas d'acceptation, nous ne serions plus des citoyennes et citoyens responsables et unis par leur volonté et constituant un pays. Nous deviendrions des femmes et des hommes « taxés » de potentiellement dangereux, dont il conviendrait de se méfier. Cela reviendrait à tourner le dos à l'héritage exceptionnel qui nous a été transmis au fil des siècles depuis le 1er Août 1291.

Député UDC
Roland Mesot
Fribourg (FR)



Pas d'allocations de chômage plus élevées pour les frontaliers de l'UE !

L'UE veut réglementer à nouveau la responsabilité concernant les travailleurs frontaliers au chômage. La Suisse se trouve donc devant la menace de devoir supporter des coûts supplémentaires de plusieurs milliards par année. Mais la Suisse peut encore se défendre.

Si un travailleur frontalier de l'UE - par exemple un Français travaillant en Suisse - perd son emploi aujourd'hui, il reçoit de l'argent de l'assurance chômage française. La Suisse verse à l'Etat français des indemnités pendant trois ou cinq mois, en fonction de la durée de la cotisation du travailleur concerné. Passée cette période, la France doit assumer pleinement la responsabilité de ses habitants. En 2015, les compensations versées par la Suisse aux pays de l'UE s'élevaient à près de 200 millions de francs suisses. Une pratique qui repose sur une mise à jour de l'accord sur la libre circulation des personnes adopté par la Suisse en 2012.

Certains Etats membres de l'UE veulent maintenant que la situation change en leur faveur et au détriment de la Suisse. C'est ainsi qu'à l'avenir les prestations de chômage ne devraient plus être versées par le pays de résidence du frontalier, mais par le dernier pays où celui-ci a travaillé. Autrement dit, si nous prenons l'exemple ci-dessus, le travailleur frontalier français au chômage recevra à l'avenir de l'argent de la caisse de chômage suisse.

Jusqu'à un milliard de francs par année

Selon les estimations du Secrétariat d'Etat aux migrations (SEM), ce changement de responsabilité coûterait à la Suisse des centaines de millions de francs par année pour les 320'000 travailleurs frontaliers. Certains experts estiment même que les coûts supplémentaires qui en résulteraient s'élèveraient à un milliard de

francs par année.

Le changement envisagé prévoit également que les mesures d'accompagnement - telles que la formation continue, les cours de langues et d'autres mesures d'insertion professionnelle - devraient continuer à être financées par le pays de résidence. Mais ce dernier n'a aucun intérêt à aider le travailleur frontalier au chômage à trouver un nouvel emploi, car un autre le paie, à savoir la Suisse, une Suisse qui n'aurait pas non plus la possibilité de vérifier si les personnes concernées sont réellement à la recherche d'un nouvel emploi. D'autant plus que les prestations de chômage suisses sont souvent plus élevées que le salaire auquel on peut s'attendre dans le pays d'origine. Il n'y a dès lors aucun sens pour les chômeurs d'accepter un emploi tant que l'argent arrive de Suisse.

Les citoyens de l'UE reçoivent d'ores et déjà plus qu'ils ne paient

Durant les années 2013 - 2015, les citoyens de l'UE ont payé en Suisse

20 pour cent en moins à l'assurance chômage (AC) que les montants qui leur étaient accordés. La nouvelle réglementation aurait pour effet une détérioration massive du rapport entre les recettes de l'assurance chômage et les dépenses au titre d'allocations de chômage pour les travailleurs étrangers.

L'extension des prestations sociales envisagées aurait pour conséquence que la Suisse attirerait plus de travailleurs frontaliers, ce qui contraindrait les travailleurs indigènes à une sous-enchère salariale. Les frontaliers ne seraient en effet plus seulement attirés par les hauts salaires pratiqués en Suisse, mais également par des prestations sociales des plus généreuses en cas de chômage.

L'accord-cadre rendrait toute résistance inutile

L'UDC demande au Conseil fédéral de dire clairement à l'UE que la Suisse n'acceptera pas le changement de responsabilité concernant les allocations de chômage pour les travailleurs frontaliers. Si, aujourd'hui, nous pouvons encore nous défendre contre de telles mesures unilatérales, tel ne serait plus le cas si l'accord-cadre institutionnel était accepté, car la Suisse serait alors contrainte de reprendre automatiquement ce changement.



Des prestations sociales plus élevées en Suisse attireraient encore plus de frontaliers

Conseiller national
Franz Ruppen
Naters (VS)



NEW LEXUS

UX

Compact, agile et efficace. Technologie tout hybride de pointe et équipements de série complets: le nouveau Lexus UX est le compagnon idéal en toutes circonstances. Dès CHF 36 900.-



TRANSMISSION INTÉGRALE E-FOUR | LEXUS SAFETY SYSTEM+ | FREE SERVICE & ASSISTANCE

PROFITEZ-EN VITE

0%
LEASING

Lexus UX 250h FWD, à partir de CHF 36 900.-. Consommation Ø 4,1 l/100 km, émissions Ø de CO₂ 94 g/km, émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'énergie 22 g/km, catégorie de rendement énergétique A. Modèle représenté: UX 250h F SPORT AWD, à partir de CHF 53 900.-. Consommation Ø 4,5 l/100 km, émissions Ø de CO₂ 103 g/km, émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'énergie 24 g/km, catégorie de rendement énergétique A. Émissions Ø de CO₂ de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 137 g/km. Leasing à 0% valable pour les contrats conclus d'ici au 30 avril 2019. Il ne sera accordé aucun leasing susceptible d'entraîner le surendettement. Offre de Multilease AG. Prix conseillés, TVA incl.

 **LEXUS**
EXPERIENCE AMAZING

Merci pour cette belle hospitalité !

Après le travail, le plaisir: au centre de soins pour personnes âgées d'Amriswil (TG), nos conseillers fédéraux et parlementaires fédéraux se sont entretenus avec la population locale autour de saucisses et de bière. Le lendemain, quelque 550 délégués de l'UDC et invités de l'UDC Suisse se sont réunis pour la deuxième fois cette année dans la salle des fêtes d'Amriswil Pentorama - malgré des sujets sérieux, l'ambiance était excellente. Merci à la maison de repos d'Amriswil, à la section locale du parti et au parti cantonal thurgovien pour cette manifestation parfaitement organisée!



Deux entrepreneurs du Conseil national : David Zuberbühler (AR) et Diana Gutjahr (TG)



Franche détente avec la « Glögli Clique » d'Amriswil



Le conseiller fédéral Ueli Maurer avec la thurgovienne Mélanie Maurer, 21 ans, lauréate du concours « Apfelkönigin » et Ruedi Zbinden, président de l'UDC Thurgovie (g.à.d.)



Le président du parti Albert Rösti salue les nombreux invités



Deux opposants convaincus de l'accord-cadre avec l'UE, le ministre suisse de l'économie Guy Parmelin et Roger Köppel (CN, ZH)



Avec papa à l'assemblée des délégués, Robert Rno (CN, SG) et sa petite fille



Bienvenue en Thurgovie, Diana Gutjahr et Mélanie Maurer (g.à d.)



Derniers échanges avant l'arrivée des invités



En tout 550 délégués et invités ont pris part à l'assemblée des délégués



L'Harmonie d'Amriswil a entonné l'hymne national pour l'ouverture de l'assemblée



«Les grands groupes trahissent la Suisse.», Thomas Matter, (CN,ZH) Union Démocratique du Centre Union Democratica di Centro Partida Populara Svizra



«L'accord-cadre avec l'UE nuit à la Suisse», Magdalena Martullo, (CN, GR)



Rencontres dans la bonne humeur : Franz Grüter (CN, LU), Christoph Blocher, (a. CF), Christian Imark (CN, SO), - arrière-plan gauche a. CN Ulrich Schuler (ZH)

Typiquement suisse: NEW SUZUKI TRADIZIO® 4 x 4.

SUZUKI
0.9%
HIT-LEASING

NEW SUZUKI IGNIS TRADIZIO® 4 x 4
DES Fr. 113.-/MOIS
OU POUR Fr. 17990.-

NEW SUZUKI SWIFT TRADIZIO®
DES Fr. 114.-/MOIS
OU POUR Fr. 16990.- **(HYBRID)**

NEW SUZUKI SX4 S-CROSS TRADIZIO® 4 x 4
DES Fr. 207.-/MOIS
OU POUR Fr. 27490.- **BOOSTERJET**

**MAINTENANT,
ECONOMISER
JUSQU'A
Fr. 2700.-***



*Y compris package additionnel Tradizio®. Bonus de printemps Fr. 1 500.- valable pour les variantes de modèle Suzuki New Ignis et New Swift. Est exclue la variante de modèle Suzuki New Swift Sport. Offre valable jusqu'au 31 mai 2019 (le véhicule doit avoir été immatriculé jusqu'au 31 mai 2019).

ROULER SUZUKI, C'EST ECONOMISER DU CARBURANT. New Suzuki Ignis TRADIZIO® 4 x 4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 17 990.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 118g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27g/km; New Suzuki Swift TRADIZIO®, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 16 990.-, consommation de carburant normalisée: 4.9l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 112g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 26g/km; New Suzuki SX4 S-CROSS TRADIZIO® 4 x 4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 27 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33g/km; **photo grand format:** New Suzuki Ignis TRADIZIO® Top 4x4, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 19 990.-, consommation de carburant normalisée: 5.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: E, émissions de CO₂: 118g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 27g/km; New Suzuki Swift TRADIZIO® Top Hybrid, boîte manuelle à 5 rapports, 5 portes, Fr. 19 690.-, consommation de carburant normalisée: 4.4l/100km, catégorie de rendement énergétique: C, émissions de CO₂: 100g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 23g/km; New Suzuki SX4 S-CROSS TRADIZIO® Top 4x4, boîte manuelle à 6 rapports, 5 portes, Fr. 31 490.-, consommation de carburant normalisée: 6.2l/100km, catégorie de rendement énergétique: F, émissions de CO₂: 141g/km; émissions de CO₂ liées à la fourniture de carburant et/ou d'électricité: 33g/km. Emissions moyennes de CO₂ de tous les modèles de véhicules neufs immatriculés en Suisse: 137g/km.

SUZUKI
0.9%
HIT-LEASING

Conditions de leasing: durée 24 mois, 10 000 km par an, taux d'intérêt annuel effectif de 0.9%. Assurance tous risques obligatoire, acompte spécial: 30% du prix de vente net. Le taux d'intérêt du leasing dépend de la durée. Votre revendeur spécialisé officiel Suzuki se fera un plaisir de vous soumettre une offre de leasing individuelle adaptée à vos besoins pour la Suzuki de votre choix. Le partenaire pour le leasing est la MultiLease AG. **Tous les prix indiqués sont des recommandations sans engagement, TVA comprise.**

ALLERIF 4x4

GAZANTE SUZUKI
5 ANS
SUR TOUTS LES MODELES SPECIAUX
TRADIZIO®
PREMIUM

Le N°1 des compactes



www.suzuki.ch

**VOTRE
ANNONCE
ICI**

**VOTRE
ANNONCE
ICI**

**Plus de 60'000 lecteurs en
Suisse alémanique et en
Suisse romande. Romandie.
Renseignements par courrier
électronique à l'adresse
suivante : franc-parler@udc.ch.**